RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

AFD GROUPE

REPORTING DES ÉMISSIONS OBLIGATAIRES

Objectifs de développement durable



2025

#MondeEnCommun

Sommaire

03 Le mot du Directeur financier

04 En deux mots

06 Les actifs adossés aux émissions Durables

- **06** Répartition des prêts par zone géographique
- **08** Contribution aux Objectifs de développement durable
- **09** Les interrelations entre les Objectifs de développement durable
- **11** Cadre de Résultats et d'Impacts
- **13** Répartition des prêts par catégories d'actifs éligibles et impacts associés
- **24** La synthèse des impacts du vivier
- **26** Zoom sur les FBPP
- **28** Exemples de projets

Le mot du Directeur financier



Chers investisseurs et partenaires,

Entre tensions géopolitiques persistantes, ralentissement économique et pressions accrues sur les budgets publics d'aide au développement et les taux mondiaux, l'environnement dans lequel nous opérons s'est nettement durci.

C'est dans ce contexte que notre modèle a démontré toute sa capacité de résistance et d'adaptation.

Malgré une baisse sensible des ressources concessionnelles mises à notre disposition par l'État français, le Groupe a maintenu un niveau d'activité comparable à celui de 2024 : 13,7 milliards d'euros d'engagements et plus de 1 120 nouveaux projets financés dans le monde et dans les Outre-mer. La finance climat en constitue le cœur battant, avec 7,8 milliards d'euros mobilisés cette année, un montant inédit qui dépasse largement notre objectif annuel de 6 milliards d'euros.

Cette dynamique s'inscrit dans un cadre stratégique renouvelé. Après l'adoption de notre Plan d'Orientation Stratégique fin 2024, nous avons franchi une nouvelle étape en 2025 avec le lancement de la feuille de route « Planète 2025-2030 », qui porte l'ambition d'un alignement total de nos activités sur l'Accord de Paris et sur le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal. Elle fixe un cap clair pour les trois prochaines années : au moins 6 milliards d'euros annuels pour le climat, 800 millions d'euros pour la biodiversité.

Aux côtés de Proparco et d'Expertise France, le Groupe confirme ainsi son rôle de partenaire de référence de la politique française de développement solidaire.

Sur les marchés financiers, la confiance de nos investisseurs ne s'est pas démentie. En 2025, sur un programme de refinancement total de 8,2 milliards d'euros, 4,9 milliards d'euros ont été levés au format durable — soit 59 % de nos émissions, notre plus haut niveau jamais atteint. Ce résultat n'est pas qu'un chiffre : il traduit l'exigence que nous portons en matière de transparence, de méthodologie et d'impact réel des projets adossés à ces émissions.

Les défis de demain n'en restent pas moins considérables. Mais chaque euro que vous nous confiez continue de démontrer sa capacité à démultiplier l'effet de nos actions en faveur des transitions écologiques et sociales. C'est cette confiance renouvelée qui nous engage, année après année, à avancer aux côtés de nos partenaires, au service des populations que nous accompagnons.

Merci pour votre engagement à nos côtés, essentiel pour continuer à construire, ensemble, un développement plus juste et plus durable.

Bokar CHERIF
Directeur financier du groupe
Agence française de développement

© Alexandre Salle de Chou / AFD

« En deux mots »

Le présent rapport concerne les données arrêtées au 31/12/2025 et dont les éléments prévus au cadre d'émission ont été revus par KPMG[1] en tant que Tiers Indépendant. Du fait des arrondis, les totaux de colonnes des tableaux sont susceptibles de différer légèrement de la somme des lignes qui les composent.

Le cadre ODD de l'AFD a été mis à jour en 2024. Il intègre désormais, dans le vivier d'actifs éligibles, les concours de Proparco, à la suite de la convergence de son dispositif de notation développement durable avec celui de l'AFD, ainsi que les prêts au secteur public outre-mer qui financent les transitions.
Le nouveau cadre prévoit également une catégorisation des projets du vivier selon 16 catégories AFD/ Proparco alignées sur les catégories de l'ICMA.

Les principaux résultats attendus des projets financés présentés dans ce rapport sont déterminés lors de l'instruction et correspondent donc à des indicateurs ex-ante. Ce rapport ne présente pas l'exhaustivité des indicateurs, il se concentre sur ceux du Cadre de Résultats et Impacts (CRI) du Groupe, les plus pertinents par secteur.

Les émissions réalisées jusqu'en 2025 sont 100 % allouées à des prêts éligibles au 31/12/2025. Le cadre d'émission thématique décrivant notamment l'utilisation des fonds est disponible ici.

ODD les plus contribués :



Taxonomie verte européenne

À travers les financements qu'il octroie et l'assistance technique fournie, le groupe AFD contribue à la transition vers un monde plus durable. Il soutient les efforts du Pacte vert européen pour financer la transition vers une économie verte. En tant que banque de développement, ses principales zones d'interventions se trouvent dans les pays à revenu faible et intermédiaire (Low and Middle Income Countries) situés hors de l'Union européenne.

De plus, les projets soutenus par l'AFD sont déployés dans des contextes où les conditions socio-économiques et technologiques, ainsi que la disponibilité de l'information, rendent difficile l'alignement à certains critères techniques actuels de la Taxonomie verte européenne. Pour autant, le groupe AFD s'assure que l'ensemble de ses activités sont alignées avec les attentes de l'Accord de Paris sur climat et à terme avec celles du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal.

Par ailleurs, le Groupe applique depuis 2015 une taxonomie interne en ligne avec les Principes Communs développés par les banques multilatérales de développement et les membres de l'IDFC (International Development Finance Club).

Avec ses partenaires banques de développement, le groupe AFD suit de près les initiatives visant à favoriser l'interopérabilité entre les standards de la Taxonomie verte européenne avec les différentes taxonomies développées ou en cours de développement dans ses géographies d'intervention.

[1] *Voir lettre KPMG disponible ici*

Les émissions obligataires ODD

13 émissions

20,73 Mds€

Typologie	ISIN	Date d'émission	Maturité	Devise	Montant	Coupon
Obligations Durables	FR0014000AU2	28/10/2020	28/10/2027	EUR	**2 Mds**	0 %
	FR0014003YN1	11/06/2021	25/11/2028	EUR	**2 Mds**	0,01 %
	FR0014005NA6	29/09/2021	29/09/2031	EUR	**2 Mds**	0,125 %
	FR001400ADF2	19/05/2022	25/05/2032	EUR	**1,5 Md**	1,625 %
	FR001400CRX1	21/09/2022	21/09/2027	USD	**1,4 Md**	4 %
	FR001400DCB7	19/10/2022	25/02/2033	EUR	**1,20 Md**	3,5 %
	FR001400F7C9	19/01/2023	21/01/2030	EUR	**1,65 Md**	2,875 %
	FR001400KR43	20/09/2023	20/09/2038	EUR	**500 M**	3,75 %
	FR001400OFN2	05/03/2024	05/03/2029	USD	**2 Mds**	4,50 %
	FR001400SD82	04/09/2024	15/06/2027	USD	**2 Mds**	4 %
	FR001400WMI1	16/01/2025	16/01/2030	USD	**1,43 Md**	4,875 %
	FR001400WPS3	20/01/2025	20/01/2035	EUR	**2 Mds**	3,625 %
	FR0014010J41	18/06/2025	30/09/2030	EUR	**1,50 Md**	2,75 %

Les portefeuilles d'actifs

1 141 projets

31,56 Mds€

	Nombre de prêts	Encours	Engagement
	1 352[2]	**31 556 317 361 €**	**47 031 683 445 €**
Dont éligibles exclusivement au nouveau cadre ODD 2024[3]	644	5 304 111 092 €	6 285 028 624 €

[2] *Le nombre de prêts est supérieur au nombre de projets car plusieurs prêts peuvent financer un seul et même projet.*

[3] *Prêts Proparco et prêts secteur public en Outre-Mer tels que définis page 26 du nouveau cadre ODD : Cadre ODD AFD.*

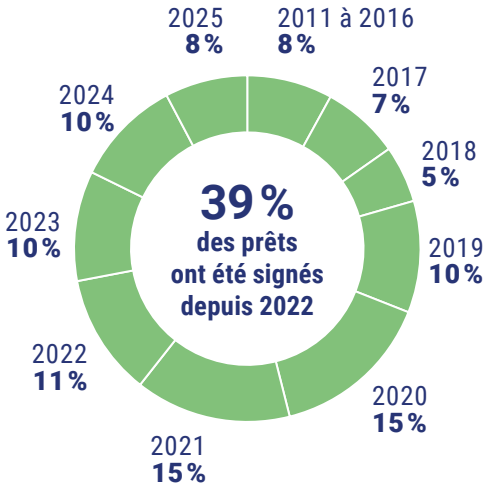
Les actifs adossés aux émissions durables

Répartition entité	Nombre de prêts	Encours 2025 (€)	Part de l'encours 2025
AFD	1 119	27 488 852 828	87 %
dont prêts au secteur public des territoires français ultra-marins	506	2 316 776 030	
Proparco	233	4 067 464 533	13 %

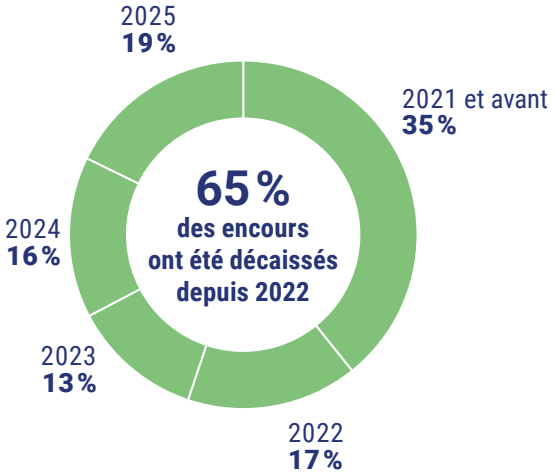
	Nombre de prêts	Encours 2025 (€)	Part de l'encours 2025
Prêts projet	1 275	23 233 123 993	74 %
FBPP[3]	77	8 323 193 368	26 %

	Nombre de prêts	Encours 2025 (€)	Part de l'encours 2025
Prêts déjà inclus dans le vivier ODD ou CLI[4] **2024**	556	23 447 148 307	74 %
dont Vivier ODD 2024	484	20 906 145 813	
dont Vivier CLI 2024	72	2 541 002 494	
Nouveaux entrants	796	8 109 169 053	26 %

Prêts par année de signature



Croissance de l'encours

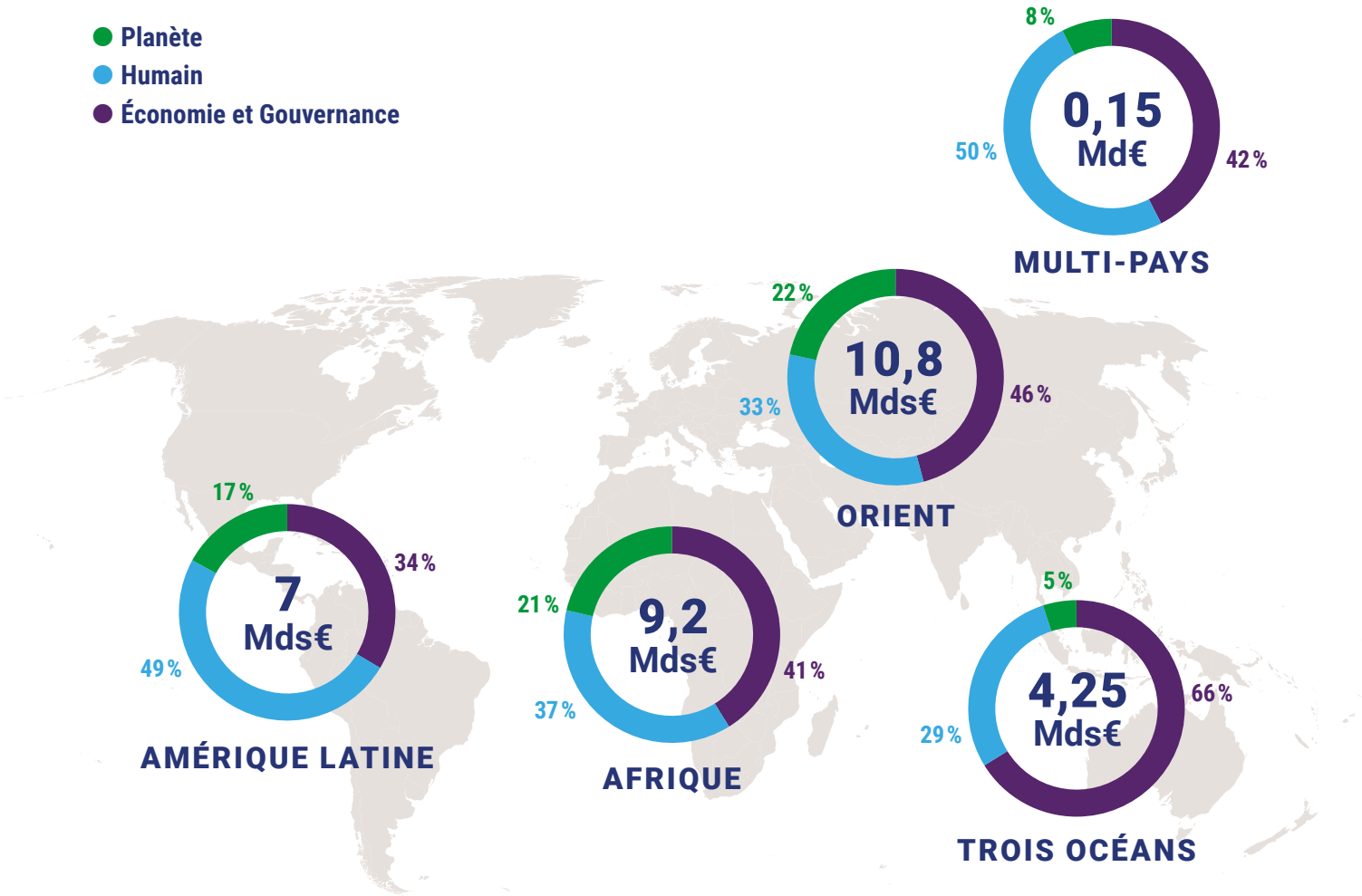


100 % des montants levés alloués au 31/12/2025

[3] *Financements budgétaires de politiques publiques visant à appuyer une réforme globale et adossés à des plans ou à des matrices de politiques publiques.*

[4] *Climat.*

Répartition des prêts par zone géographique[5]



Classification des catégories par macro-catégories :

PLANÈTE

Adaptation aux changements climatiques

Énergie et atténuation des changements climatiques

Biodiversité

HUMAIN

Santé

Éducation

Réduction de la pauvreté

Égalité femme-homme

Réduction des inégalités sociales

Sport et Culture

Eau et assainissement

Sécurité alimentaire

ÉCONOMIE ET GOUVERNANCE

Économie résiliente

Gouvernance démocratique et justice

Mobilité

Infrastructures numériques

Développement urbain

[5] *Quatre zones géographiques d'intervention telles que définies dans le Document d'enregistrement universel 2025 | AFD - Agence Française de Développement en p.9*

Contribution aux Objectifs de développement durable

L'AFD mesure la contribution de ses projets aux ODD via une méthodologie dite « par correspondance ». Cette méthodologie s'appuie sur une sélection d'attributs des projets, dont certains sont des standards internationaux - codes sectoriels et marqueurs au sens du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE - et d'autres des attributs internes - marqueur de typologie de projet, indicateurs de résultats, avis développement durable. Chacun de ces attributs est relié à un ou plusieurs ODD.

Cette approche méthodologique est à l'image de celle adoptée par d'autres bailleurs, bien que les correspondances établies entre attributs projets et ODD soient propres à l'AFD. Ces correspondances peuvent d'ailleurs être affinées en fonction de la mise à disposition de nouvelles données projets qui établiraient un lien plus pertinent avec un ou plusieurs ODD. Cette méthodologie a donc une nature évolutive qu'il faut prendre en compte à la lecture des restitutions, mais toujours dans un objectif de fiabilisation et de précision des contributions.

Répartition des ODD par encours *(en millions d'euros)* et par nombre de projets

1	6 187	177
2	1 901	77
3	2 928	101
4	2 186	98
5	13 921	322
6	3 877	151
7	6 585	185
8	9 494	357
9	7 066	205
10	15 726	423
11	8 957	404
12	6 692	196
13	24 051	730
14	1 180	45
15	8 446	231
16	23 972	543
17	16 485	465

86 %
des encours contribuent à des résultats verts



100%
des encours contribuent à des résultats sociaux

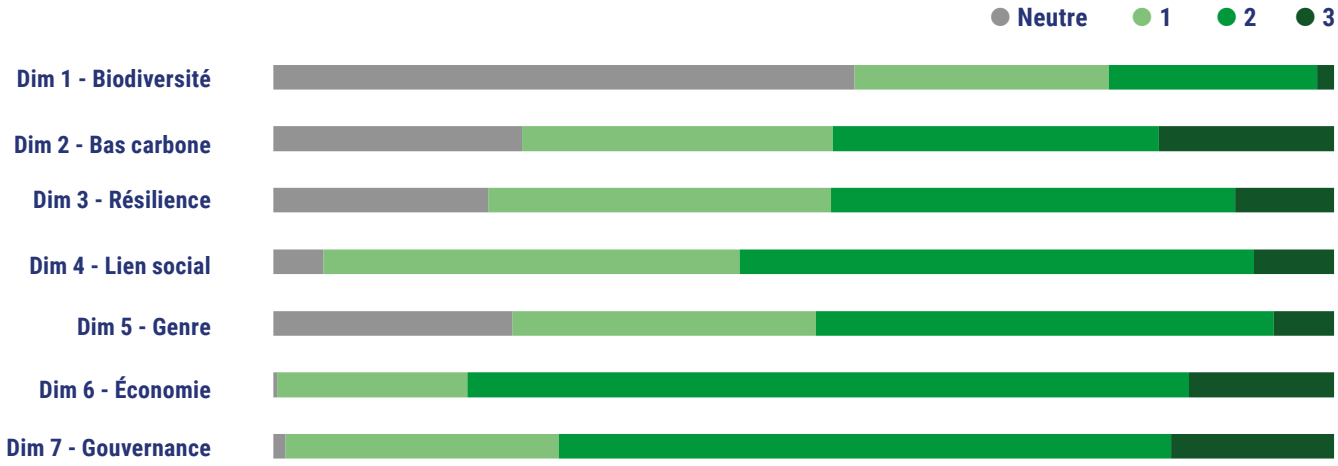
Les interrelations entre les Objectifs de développement durable

1. PROJETS AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Le dispositif « Analyse et Avis développement durable »[6] mis en place pour les financements AFD à partir de 2014 vise à prendre en compte transversalement les enjeux de développement durable. **Les effets attendus des prêts sont mesurés à travers sept dimensions de développement durable contribuant aux ODD :**

PLANÈTE	HUMAIN	ÉCONOMIE ET GOUVERNANCE
Biodiversité	Social	Économie
Bas-carbone & Résilience	Genre	Gouvernance

Répartition des notations par dimension de l'analyse développement durable pour les projets AFD adossés aux émissions obligataires durables



Parmi les 613 concours avec une notation ADD (hors concours Proparco ayant son propre dispositif et PSP-T, PSP Verts, PSP Bonifiés dispensés de notation ADD) :

- 80 % ont été évalués comme ayant un impact significatif à structurant (respectivement notation 2 et 3) sur la dimension Économie, 67 % sur la dimension Gouvernance et 55 % sur la dimension Lien social.
- 525 ont eu des interactions positives à la fois sur les piliers Planète, Humain et Économie & Gouvernance.
- 215 ont eu un impact significatif à structurant (respectivement 2 et 3) sur au moins une des dimensions des trois piliers Planète, Humain et Économie & Gouvernance

[6] *Le dispositif Analyse et Avis développement durable est détaillé en p.11 du nouveau cadre ODD : Une mise à jour du cadre d'émission obligataire ODD pour l'AFD | AFD - Agence Française de Développement*

2. PROJETS PROPARCO GROUPE AFD

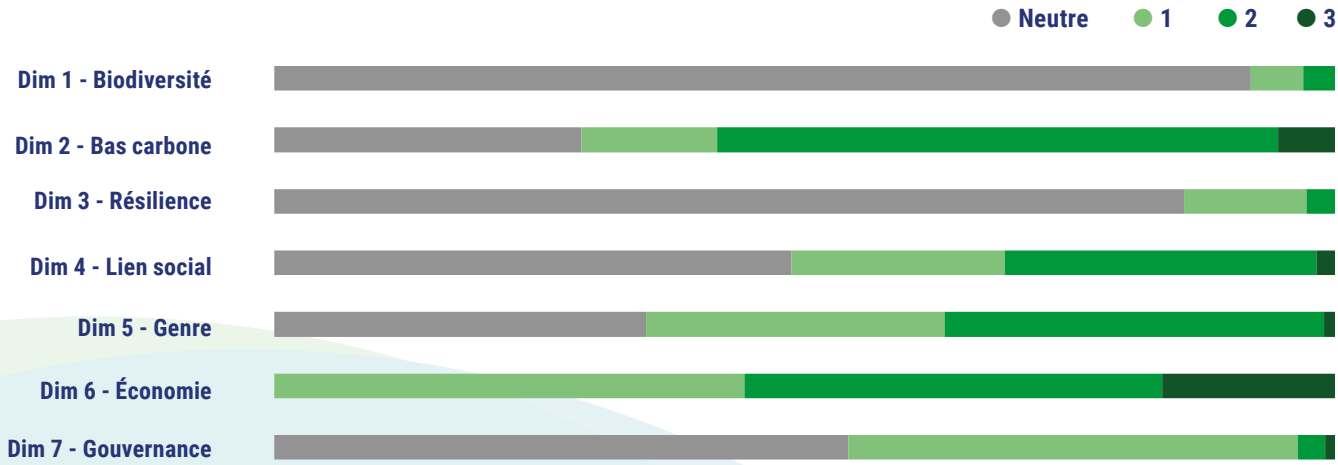
Depuis 2023, Proparco a mis en place un dispositif notation développement durable (notation DD)[7], version adaptée à son activité de l'analyse de développement durable utilisée par l'AFD. **Tout comme pour les prêts de l'AFD, l'objectif est de pouvoir évaluer les effets attendus à travers 7 dimensions :**

PLANÈTE
Biodiversité
Adaptation
Atténuation

HUMAIN
Social
Genre

ÉCONOMIE ET GOUVERNANCE
Économie
Gouvernance

Répartition des notations par dimension de l'analyse développement durable pour les projets Proparco adossés aux émissions obligataires durables



Parmi les 138 nouveaux concours Proparco ayant une notation DD et ayant intégré le vivier :

- 67 % ont été évalués comme ayant un impact significatif à structurant (respectivement notation 2 et 3) sur la dimension Économie, 42 % sur la dimension Atténuation et Social
- 71 ont eu des interactions positives à la fois sur les piliers Planète, Humain et Économie & Gouvernance.

[7] *Le dispositif d'analyse Proparco est détaillé en p.18 du nouveau cadre ODD : Une mise à jour du cadre d'émission obligataire ODD pour l'AFD | AFD - Agence Française de Développement*

Cadre de Résultats et d'Impacts

L'année 2025 a été marquée par la mise en œuvre du Cadre de Résultats et d'Impacts (CRI 2025-2030), qui permet de prioriser et de qualifier le suivi des impacts de développement du groupe AFD vis-à-vis de ses partenaires. Les 22 indicateurs d'impact du CRI ont été sélectionnés de façon à traduire les principaux engagements du Groupe, mais aussi à répondre aux standards réglementaires et de marché. La mise en place du CRI s'est accompagnée d'évolutions du système d'information dédié à la collecte des données ainsi que des pratiques de contrôle interne, afin d'en assurer la fiabilité. La qualité du suivi des résultats quantitatifs s'en trouve renforcée et fait l'objet d'une vérification indépendante. Ce suivi est complété par les évaluations ex-post, qui visent l'amélioration continue des projets financés.

PRIORITÉS STRATÉGIQUES	PRIORITÉS D'INVESTISSEMENT SOLIDAIRE ET DURABLE		
PLANÈTE	INFRASTRUCTURES DURABLES	DÉVELOPPEMENT HUMAIN	ÉCONOMIE ET FINANCE ODD
LIEN SOCIAL			
CITOYENS, INSTITUTIONS ET DÉMOCRATIES			

Deux ans après son adhésion à la coalition des Operating Principles for Impact Management (OPIM), l'AFD continue de rendre public son rapport d'alignement[8] sur ces neuf principes, couvrant ses actifs ODD. Ces principes constituent le cadre normatif de la gestion d'impact pour l'écosystème auquel l'AFD appartient en tant que banque publique de développement. Ce rapport, « Managing for Results, Investing for Impacts », consolide et rend transparentes l'ensemble des composantes du dispositif impacts de l'AFD. Il fait l'objet d'une revue tous les deux ans par une entité indépendante spécialisée. Réalisée en 2025 et renouvelée en 2027, cette revue donne lieu à la délivrance d'un « BlueMark Seal » certifiant le dispositif impacts de l'AFD, ainsi qu'à un « Verifier Statement » qui synthétise les constats du vérificateur.



BANGLADESH
© Asadur Rahman / AFD

[8] *Disclosure Statement - Operating Principles for Impact Management | AFD - Agence Française de Développement*

Cadre de Résultats et d'Impacts

CRI 1 -	Nombre de bénéficiaires de services d'éducation, de formation et d'emploi créés ou significativement améliorés
CRI 2 -	Nombre de bénéficiaires de services de santé soutenus ou d'un accès amélioré aux services de santé
CRI 3 -	Nombre de personnes bénéficiant d'une meilleure protection sociale
CRI 4 -	Nombre d'emplois soutenus
CRI 5 -	Nombre de bénéficiaires d'un accès nouveau ou amélioré à un service financier adapté
CRI 6 -	Nombre d'organisations appuyées pour des migrations sûres, ordonnées et régulières
CRI 7 -	Nombre d'entreprises/ exploitations familiales agricoles dont les performances économiques ont été améliorées
CRI 8 -	Nombre d'entreprises soutenues ou créées (dont TPE/PME, focus Afrique)
CRI 9 -	Nombre de personnes dont l'accès direct ou indirect à l'énergie est amélioré
CRI 10 -	Nombre de personnes bénéficiant d'un service d'alimentation en eau potable/ assainissement géré en toute sécurité
CRI 11 -	Nombre de personnes bénéficiant d'un accès amélioré à des infrastructures et services de transport durables
CRI 12 -	Nombre de personnes ayant gagné un accès ou un accès amélioré à Internet Haut débit et/ou aux télécommunications
CRI 1 3-	Nombre d'habitants et usagers des villes dont la qualité de vie a été améliorée
CRI 14 -	Nombre de cadres normatifs/ dispositifs de participation citoyenne mis en place dans les projets / programmes y compris financements budgétaires et matriciels
CRI 15 -	Nombre d'institutions accompagnées pour une plus grande efficacité de l'action publique, la transparence et la résilience face aux crises
CRI 16 -	Nombre de personnes dont la résilience aux crises et conflits violents est soutenue (dont déplacées)
CRI 17 -	Nombre de bénéficiaires désavantagés ou défavorisés appuyés
CRI 18 -	Nombre de personnes bénéficiant d'appuis spécifiques en faveur de l'autonomie physique, économique et/ou politique des femmes et des filles
CRI 19 -	Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux secteurs sportifs et culturels : activités, emploi, formation, infrastructures (y compris patrimoniales)
CRI 20 -	Prévisions d'abattement de GES ($TeqCO_2$/an ex-ante) permis par des financements affectés ($TeqCO_2$)
CRI 21 -	Nombre de personnes dont la résilience climatique est accrue par le projet
CRI 22 -	Superficies bénéficiant d'actions de protection, conservation ou restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine (hectares)



GUADELOUPE
© René-Grégory Faribol - RG Vision / AFD

Répartition des prêts par catégories d'actifs éligibles et impacts associés

Lors de la mise à jour de son cadre ODD fin 2024, l'AFD a fait le choix de répartir ses prêts adossés à ses obligations durables entre 16 catégories éligibles AFD / Proparco, catégories alignées sur celles de l'ICMA. Cette répartition repose sur une méthode fondée sur l'objet principal du prêt, alimentée notamment par les analyses développement durable et par une correspondance avec la nomenclature du CAD.

Les catégories les plus représentatives du vivier 2025 illustrent la cohérence des engagements du groupe AFD en matière de développement durable, et les indicateurs du CRI permettent d'en mesurer les résultats concrets attendus. En tête, les investissements en faveur de l'énergie et de l'atténuation du changement climatique (4,9 Mds€, 194 prêts) doivent permettre d'améliorer l'accès à l'énergie de 6,6 millions de personnes et d'éviter un peu moins de 16 millions de tonnes équivalent CO_2. Cette transition s'appuie sur un tissu économique solide : les financements en faveur d'une économie résiliente (4,9 Mds€, 233 prêts) visent à ouvrir l'accès à des services financiers adaptés pour 8,8 millions de bénéficiaires et à soutenir plus de 55 000 entreprises. Pour porter ces dynamiques, les soutiens à la gouvernance démocratique et à la justice (3,4 Mds€, 74 prêts) mobilisent notamment des appuis budgétaires et doivent renforcer 483 institutions publiques. Ces enjeux se rejoignent dans les villes et les territoires. Les investissements en faveur du développement urbain (2,9 Mds€, 290 prêts) doivent améliorer la qualité de vie de 63,3 millions d'habitants. Le secteur des transports (2,6 Mds€, 71 prêts) doit offrir à 14,4 millions de personnes un accès amélioré à des transports durables. Enfin, les financements en eau et assainissement (2,6 Mds€, 132 prêts) doivent garantir à 50,7 millions de personnes un accès sûr à ces services essentiels.

Synthèse de la répartition par catégories d'actifs éligibles

ODDs	Catégorie AFD / Proparco	Catégorie ICMA SBP / GBP	Nombre de prêts	Montant (€)
	Adaptation aux changements climatiques	Adaptation aux changements climatiques	6	51 735 928
	Énergie et Atténuation des Changements Climatiques	Énergie renouvelable et efficacité énergétique	194	4 977 869 789
	Biodiversité	Préservation de la biodiversité terrestre et aquatique	23	714 588 851
	Santé	Accès aux services (sociaux) de base	71	1 497 790 392
	Éducation	Accès aux services (sociaux) de base	50	493 124 716
	Réduction de la pauvreté	Accès aux services (sociaux) de base	67	1 766 675 583
	Économie résiliente	Création d'emplois	233	4 899 508 744
	Égalité femme-homme	Développement et autonomisation socio-économique	67	2 602 362 707
	Gouvernance démocratique et justice	Développement et autonomisation socio-économique	74	3 433 808 323
	Réduction des inégalités sociales	Développement et autonomisation socio-économique	26	1 154 127 551
	Sport et Culture	Développement et autonomisation socio-économique	2	3 767 876
	Eau et assainissement	Infrastructures essentielles et abordables	132	2 643 323 839
	Mobilité	Infrastructures essentielles et abordables	71	2 643 137 345
	Infrastructures numériques	Infrastructures essentielles et abordables	10	100 538 400
	Développement urbain	Infrastructures essentielles et abordables	290	2 944 851 434
	Sécurité Alimentaire	Sécurité alimentaire	36	1 629 105 885



FIDJI
© Nicolas Job - HEOS Marine / AFD

PLANÈTE

BIODIVERSITÉ

23 prêts

encours
714,59 M€

ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

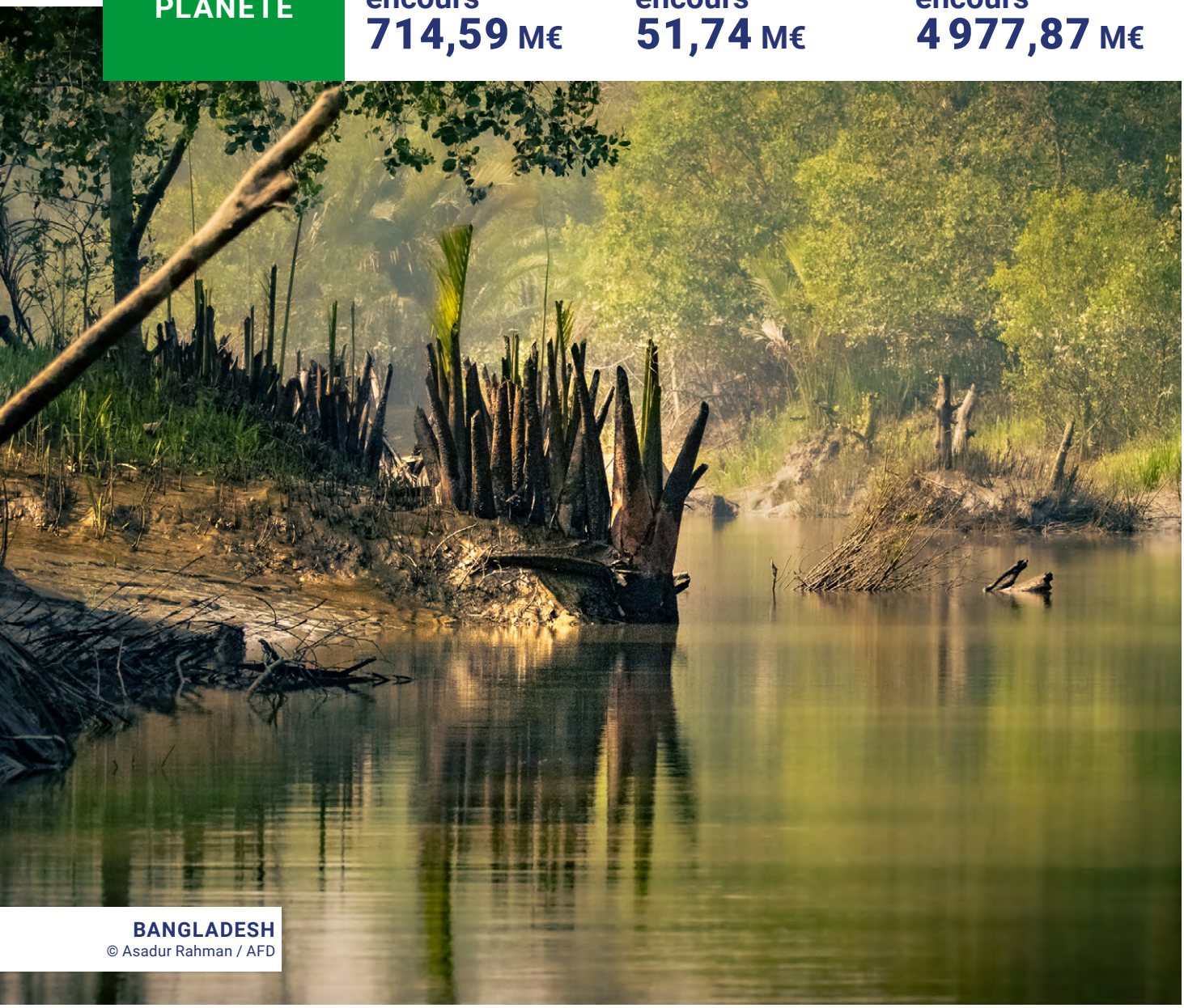
6 prêts

encours
51,74 M€

ÉNERGIE & ATTÉNUATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

194 prêts

encours
4 977,87 M€



BANGLADESH
© Asadur Rahman / AFD

Catégories et impacts associés - Macro catégorie Planète

	Biodiversité	Adaptation aux changements climatiques	Énergie et Atténuation des Changements Climatiques
CRI 1 - Nombre de bénéficiaires — éducation, formation et emploi	-	-	900
CRI 4 - Nombre d'emplois — emplois soutenus	16 441	-	684 016
CRI 5 - Nombre de bénéficiaires — inclusion financière	-	-	6 800
CRI 7 - Nombre d'entreprises et d'exploitations agricoles — performance économique améliorée	269 009	3 300	38 200
CRI 8 - Nombre d'entreprises — entreprises soutenues ou créées	-	-	6 660
CRI 9 - Nombre de personnes — accès amélioré à l'énergie	-	-	6 112 624
CRI 10 - Nombre de personnes — eau potable et assainissement sûrs	2 000	-	2 987 197
CRI 12 - Nombre de personnes — accès amélioré à Internet et aux télécommunications	-	-	12 106 421
CRI 13 - Nombre d'habitants et d'usagers — qualité de vie urbaine améliorée	341 000	-	6 375
CRI 15 - Nombre d'institutions — efficacité, transparence et résilience renforcées	2	-	14
CRI 16 - Nombre de personnes — résilience soutenue face aux crises et conflits	-	-	26 361 000
CRI 20 - Tonnes équivalent CO_2 — réduction prévisionnelle des émissions de GES ($TeqCO_2$/an)	-881 021	-198 898	-7 036 838
CRI 22 - Superficies — protection, conservation et restauration de la biodiversité (hectares)	7 539 207	150 290	428 913

HUMAIN

SANTÉ
71 prêts
encours
1 497,79 M€

ÉDUCATION
50 prêts
encours
493,12 M€

RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ
67 prêts
encours
1 766,68 M€

ÉGALITÉ FEMME-HOMME
67 prêts
encours
2 602,36 M€

RÉDUCTION DES INÉGALITÉS SOCIALES
26 prêts
encours
1 154,13 M€

SPORT ET CULTURE
2 prêts
encours
3,77 M€

EAU ET ASSAINISSEMENT
132 prêts
encours
2 643,32 M€

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
36 prêts
encours
1 629,11 M€



ZIMBABWE
© KB MPOFU / AFD

Catégories et impacts associés - Macro catégorie Humain 1/2

		Santé	Éducation	Réduction de la pauvreté	Égalité femme-homme
CRI 1 -	Nombre de bénéficiaires — éducation, formation et emploi	85	13 183 260	30 000	80 748
CRI 2 -	Nombre de bénéficiaires — services de santé	67 003 555	-	6 000 000	-
CRI 3 -	Nombre de personnes — protection sociale améliorée	7 245 122	-	39 481 481	-
CRI 4 -	Nombre d'emplois — emplois soutenus	35 410	100	380 119	808 021
CRI 5 -	Nombre de bénéficiaires — inclusion financière	-	-	352 204	277 920
CRI 7 -	Nombre d'entreprises et d'exploitations agricoles — performance économique améliorée	-	-	194 250	-
CRI 8 -	Nombre d'entreprises — entreprises soutenues ou créées	-	-	12 294	33 466
CRI 9 -	Nombre de personnes — accès amélioré à l'énergie	-	-	400 000	67 713
CRI 10 -	Nombre de personnes — eau potable et assainissement sûrs	-	-	212 860	5 872 000
CRI 11 -	Nombre de personnes — accès amélioré aux transports durables	-	-	-	300 000
CRI 12 -	Nombre de personnes — accès amélioré à Internet et aux télécommunications	-	2 000 000	-	2 659 297
CRI 13 -	Nombre d'habitants et d'usagers — qualité de vie urbaine améliorée	-	3 884	4 579 725	5 101 087
CRI 15 -	Nombre d'institutions — efficacité, transparence et résilience renforcées	2	1	32	79
CRI 16 -	Nombre de personnes — résilience soutenue face aux crises et conflits	-	-	80 040	-
CRI 17 -	Nombre de bénéficiaires — populations défavorisées appuyées	-	-	200	-
CRI 19 -	Nombre de personnes — accès amélioré au sport et à la culture	-	-	-	-
CRI 20 -	Tonnes équivalent CO_2 — réduction prévisionnelle des émissions de GES ($TeqCO_2$/an)	-2 200	-4 910	-330 145	-672 556
CRI 21 -	Nombre de personnes — résilience climatique accrue	-	-	31 160	-
CRI 22 -	Superficies — protection, conservation et restauration de la biodiversité (hectares)	-	-	14 000	-

Catégories et impacts associés - Macro catégorie Humain 2/2

		Réduction des inégalités sociales	Sport et Culture	Eau et assainissement	Sécurité Alimentaire
CRI 1 -	Nombre de bénéficiaires — éducation, formation et emploi	-	-	500	-
CRI 2 -	Nombre de bénéficiaires — services de santé	4 084 315	-	-	-
CRI 3 -	Nombre de personnes — protection sociale améliorée	1 200 000	-	-	-
CRI 4 -	Nombre d'emplois — emplois soutenus	-	-	722	215 035
CRI 5 -	Nombre de bénéficiaires — inclusion financière	8 500	-	-	-
CRI 7 -	Nombre d'entreprises et d'exploitations agricoles — performance économique améliorée	268 100	-	-	60 800
CRI 8 -	Nombre d'entreprises — entreprises soutenues ou créées	-	-	-	2
CRI 9 -	Nombre de personnes — accès amélioré à l'énergie	-	-	-	-
CRI 10 -	Nombre de personnes — eau potable et assainissement sûrs	-	-	38 396 951	-
CRI 11 -	Nombre de personnes — accès amélioré aux transports durables	-	-	-	-
CRI 12 -	Nombre de personnes — accès amélioré à Internet et aux télécommunications	-	-	-	-
CRI 13 -	Nombre d'habitants et d'usagers — qualité de vie urbaine améliorée	283 900	90 751	2 097 294	-
CRI 15 -	Nombre d'institutions — efficacité, transparence et résilience renforcées	6	-	13	3
CRI 16 -	Nombre de personnes — résilience soutenue face aux crises et conflits	-	-	1 921 500	-
CRI 17 -	Nombre de bénéficiaires — populations défavorisées appuyées	-	-	-	-
CRI 19 -	Nombre de personnes — accès amélioré au sport et à la culture	-	85 215	-	-
CRI 20 -	Tonnes équivalent CO_2 — réduction prévisionnelle des émissions de GES ($TeqCO_2$/an)	-22 158	-	-295 558	-135 000
CRI 21 -	Nombre de personnes — résilience climatique accrue	-	-	1 388 725	-
CRI 22 -	Superficies — protection, conservation et restauration de la biodiversité (hectares)	345 734	-	-	21 000



INDE
© Ofred Studios / Srishti Bhardwaj / AFD

ÉCONOMIE ET GOUVERNANCE

ÉCONOMIE RÉSILIENTE

233 prêts

encours

4 899,51 M€

DÉVELOPPEMENT URBAIN

290 prêts

encours

2 944,85 M€

GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE & JUSTICE

74 prêts

encours

3 433,81 M€

INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES

10 prêts

encours

100,54 M€

MOBILITÉ

71 prêts

encours

2 643,14 M€



COLOMBIE
© Lina Botero / AFD

Catégories et impacts associés - Macro catégorie Économie et Gouvernance

		Économie résiliente	Développement urbain	Gouvernance démocratique et justice	Infrastructures numériques	Mobilité
CRI 1	Nombre de bénéficiaires — éducation, formation et emploi	22 457	686	90 045	-	160
CRI 2	Nombre de bénéficiaires — services de santé	7 953 372	300	-	-	-
CRI 3	Nombre de personnes — protection sociale améliorée	-	10	30 000 000	-	-
CRI 4	Nombre d'emplois — emplois soutenus	9 430	64 086	10 000	-	60 268
CRI 5	Nombre de bénéficiaires — inclusion financière	8 009 178	86 731	72 250	-	3
CRI 7	Nombre d'entreprises et d'exploitations agricoles — performance économique améliorée	11 200	8 000	5 000	-	-
CRI 8	Nombre d'entreprises — entreprises soutenues ou créées	2 937	-	-	-	-
CRI 9	Nombre de personnes — accès amélioré à l'énergie	20	11 232	-	-	-
CRI 10	Nombre de personnes — eau potable et assainissement sûrs	304 206	2 913 520	-	-	-
CRI 11	Nombre de personnes — accès amélioré aux transports durables	-	780 000	-	-	13 308 946
CRI 12	Nombre de personnes — accès amélioré à Internet et aux télécommunications	1	-	-	35 000	-
CRI 13	Nombre d'habitants et d'usagers — qualité de vie urbaine améliorée	1 055 395	31 085 009	18 257 000	99 532	290 000
CRI 14	Nombre de cadres normatifs et de dispositifs — réglementation et participation citoyenne	1	-	-	-	-
CRI 15	Nombre d'institutions — efficacité, transparence et résilience renforcées	113	152	26	40	-
CRI 16	Nombre de personnes — résilience soutenue face aux crises et conflits	3	-	-	-	-
CRI 17	Nombre de bénéficiaires — populations défavorisées appuyées	-	9 190	-	-	-
CRI 18	Nombre de personnes — autonomie des femmes et des filles	-	100	-	-	-
CRI 19	Nombre de personnes — accès amélioré au sport et à la culture	-	2 209 752	-	-	-
CRI 20	Tonnes équivalent CO_2 — réduction prévisionnelle des émissions de GES ($TeqCO_2$/an)	-4 211 416	-498 313	-399 670	-	-878 646
CRI 21	Nombre de personnes — résilience climatique accrue	-	10 258 904	-	-	-
CRI 22	Superficies — protection, conservation et restauration de la biodiversité (hectares)	-	2 341	-	-	-

La synthèse des impacts du vivier

Développement humain : accompagner les progrès sociaux		Donnée
CRI 1 -	Nombre de bénéficiaires de services d'éducation, de formation et d'emploi créés ou significativement améliorés	13 408 841
CRI 2 -	Nombre de bénéficiaires de services de santé soutenus ou d'un accès amélioré aux services de santé	85 041 542
CRI 3 -	Nombre de personnes bénéficiant d'une meilleure protection sociale	77 926 613
CRI 4 -	Nombre d'emplois soutenus	2 283 648

Économie et finance durable : soutenir une croissance juste et soutenable au Sud		Donnée
CRI 5 -	Nombre de bénéficiaires d'un accès nouveau ou amélioré à un service financier adapté	8 813 586
CRI 6 -	Nombre d'organisations appuyées pour des migrations sûres, ordonnées et régulières	-
CRI 7 -	Nombre d'entreprises/ exploitations familiales agricoles dont les performances économiques ont été améliorées	857 859
CRI 8 -	Nombre d'entreprises soutenues ou créées (dont TPE/PME, focus Afrique)	55 359

Infrastructures durables : accéder aux services et aménager les territoires		Donnée
CRI 9 -	Nombre de personnes dont l'accès direct ou indirect à l'énergie est amélioré	6 591 589
CRI 10 -	Nombre de personnes bénéficiant d'un service d'alimentation en eau potable/ assainissement géré en toute sécurité	50 688 734
CRI 11 -	Nombre de personnes bénéficiant d'un accès amélioré à des infrastructures et services de transport durables	14 388 946
CRI 12 -	Nombre de personnes ayant gagné un accès ou un accès amélioré à Internet Haut débit et/ou aux télécommunications	16 800 719
CRI 13-	Nombre d'habitants et usagers des villes dont la qualité de vie a été améliorée	63 290 952

Citoyens, institutions et démocratie : pour des institutions au service de tous		Donnée
CRI 14 -	Nombre de cadres normatifs/ dispositifs de participation citoyenne mis en place dans les projets / programmes y compris financements budgétaires et matriciels	1
CRI 15 -	Nombre d'institutions accompagnées pour une plus grande efficacité de l'action publique, la transparence et la résilience face aux crises	483
CRI 16 -	Nombre de personnes dont la résilience aux crises et conflits violents est soutenue (dont déplacées)	28 362 543

Lien Social : pour des sociétés plus égalitaires et plus inclusives		Donnée
CRI 17 -	Nombre de bénéficiaires désavantagés ou défavorisés appuyés	9 390
CRI 18 -	Nombre de personnes bénéficiant d'appuis spécifiques en faveur de l'autonomie physique, économique et/ou politique des femmes et des filles	100
CRI 19 -	Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux secteurs sportifs et culturels : activités, emploi, formation, infrastructures (y compris patrimoniales)	2 294 967

Planète : pour un monde vivable		Donnée
CRI 20 -	Prévisions d'abattement de GES ($TeqCO_2$/an ex-ante) permis par des financements affectés ($TeqCO_2$)	-15 567 329
CRI 21 -	Nombre de personnes dont la résilience climatique est accrue par le projet	11 678 789
CRI 22 -	Superficies bénéficiant d'actions de protection, conservation ou restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine (hectares)	8 501 485

Zoom sur les FBPP[9]

77 prêts[10]

8 323 M€



RÉPUBLIQUE DOMINICAINE
© Raul Calvo - Locomotora Media / AFD

Répartition par catégories

ODDs	Catégorie AFD / Proparco	Catégorie ICMA SBP / GBP	Montant (€)
	Biodiversité	Préservation de la biodiversité terrestre et aquatique	367 522 861
	Énergie et Atténuation des Changements Climatiques	Énergie renouvelable et efficacité énergétique	838 561 994
	Éducation	Accès aux services (sociaux) de base	27 533 333
	Eau et assainissement	Infrastructures essentielles et abordables	101 293 970
	Réduction des inégalités sociales	Développement et autonomisation socio-économique	808 029 167
	Sécurité Alimentaire	Sécurité alimentaire	1 221 334 304
	Réduction de la pauvreté	Accès aux services (sociaux) de base	500 000 000
	Santé	Accès aux services (sociaux) de base	295 000 000
	Égalité femme-homme	Développement et autonomisation socio-économique	911 566 579
	Développement urbain	Infrastructures essentielles et abordables	342 168 726
	Économie résiliente	Création d'emplois	736 025 641
	Gouvernance démocratique et justice	Développement et autonomisation socio-économique	2 114 156 794
	Mobilité	Infrastructures essentielles et abordables	60 000 000

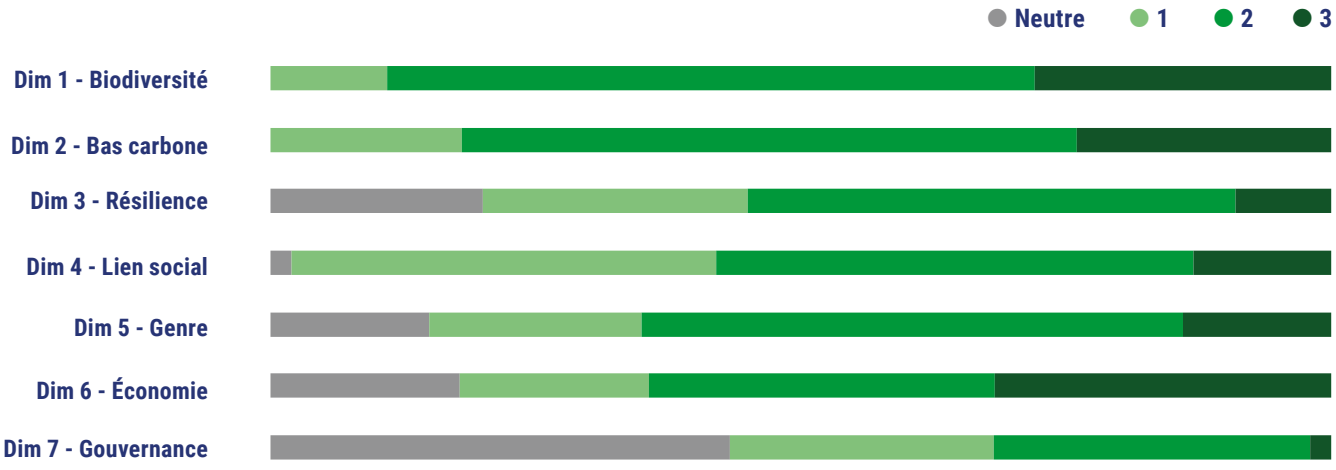
[9] *Financements budgétaires de politiques publiques visant à appuyer une réforme globale et adossés à des plans ou à des matrices de politiques publiques.*

[10] *La liste complète des prêts FBPP est disponible via ce lien*

Répartition des ODD par encours *(en millions d'euros)* et par nombre de projets

1	798	6
2	425	4
3	547	6
4	383	5
5	4 855	41
6	562	6
7	1 366	13
8	683	7
9	198	1
10	4 893	41
11	1 604	13
12	1 200	11
13	7 239	60
14	258	3
15	3 156	25
16	8 230	74
17	5 616	49

Répartition des notations par dimension de l'analyse développement durable pour les projets AFD adossés aux émissions obligataires durables



Exemples de projets

Prêt AFD

GOUVERNANCE
Catégorie

BANGLADESH
Localisation

PRÊT AFD
Outils de financement

200 M$
Montant du financement

60 M$
Montant décaissé au 31/12/2025

2023
Signature de la convention

7 100 000
Nombre d'habitants et usagers des villes dont la qualité de vie a été améliorée

Lien fiche projet :
CLIQUER ICI

Soutenir le programme d'amélioration de la gouvernance urbaine et des infrastructures au Bangladesh

Aujourd'hui, **40 % des habitants du Bangladesh** vivent en zone urbaine, et les projections indiquent que cette proportion pourrait atteindre **80 % d'ici 2041**. Cette croissance urbaine très forte génère une demande accrue en services publics urbains (transports, santé, eau et assainissement, etc.), que les autorités publiques peinent à satisfaire. En conséquence, de nombreux nouveaux arrivants grossissent les rangs des établissements informels.

Cette situation nécessite des investissements importants et le renforcement des capacités des municipalités afin d'améliorer la qualité des infrastructures, de moderniser les systèmes d'information de gestion et d'atteindre une planification urbaine intégrée.

Aux côtés de la Banque asiatique de développement (ADB), principal bailleur de fonds sur ce projet, l'AFD soutient avec un financement de 200 M$ ce programme majeur d'amélioration de la gouvernance urbaine et des infrastructures. Complété par un financement du gouvernement bangladais, ce prêt souverain de plus de 600 M$ au total impactera 86 municipalités dans le pays et bénéficiera à plus de 7 millions de personnes.

Les principaux objectifs sont :

- Améliorer les conditions de vie, la gouvernance et les services urbains.
- Renforcer les capacités institutionnelles des municipalités pour une gouvernance municipale inclusive.
- Améliorer les infrastructures municipales en termes de qualité, d'accès, de résilience et de sensibilité au genre.

ODD AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE



NOTATION DE L'AVIS DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR DIMENSION

Dim 1	Dim 2	Dim 3	Dim 4	Dim 5	Dim 6	Dim 7
0	0	2	2	2	3	3

Prêt AFD

ÉNERGIE ET ATTÉNUATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Catégorie

GUINÉE
Localisation

PRÊT AFD
Outils de financement

60 M€
Montant du financement

33 M€
Montant décaissé au 31/12/2025

2023
Signature de la convention

-3 186
Prévisions d'abattement de GES ($TeqCO_2$/an ex-ante) permis par des financements affectés

2
Nombre d'institutions accompagnées pour une plus grande efficacité de l'action publique, la transparence et la résilience face aux crises

Lien fiche projet :
CLIQUER ICI

Construire la Ligne à haute tension Maneah Linsan

La ligne haute tension entre les postes de Maneah et de Linsan permettra de sécuriser l'évacuation de la production électrique du complexe de barrages Kaléta/Souapiti, aussi bien vers Conakry que vers les régions de l'est du pays. La ligne viendra compléter le réseau interconnecté régional.

Malgré le potentiel hydroélectrique de la Guinée, le taux moyen d'accès à l'électricité demeure faible (29 % en 2017 et 18 % en retranchant les branchements illégaux). Ce taux cache de fortes disparités entre les régions du centre et de l'ouest, les mieux desservies, et les autres régions du pays. Les zones rurales ne sont desservies qu'à hauteur de 2 %.

Pour répondre à ces enjeux, la Guinée a entrepris (i) d'accélérer la production d'électricité en construisant des centrales hydroélectriques et (ii) de construire un réseau national permettant de transporter et de distribuer l'électricité dans l'ensemble des régions du pays. Ainsi les barrages de Kaléta (mis en service en 2016 – 240 MW) et de Souapiti (mis en service en 2021 – 450 MW) ont permis de doubler la capacité installée du pays.

Néanmoins, le transport et la distribution de ce nouveau potentiel ne sont pas encore possibles faute de lignes électriques adaptées. Dans cette optique, le Gouvernement guinéen a instruit une requête auprès de l'AFD pour le financement de la ligne haute tension entre les postes de Maneah et de Linsan. **Cet investissement financé à hauteur de 60 M€ par l'AFD et de 20 M€ par l'UE** permettra de sécuriser l'évacuation de la production électrique du complexe Kaléta Souapiti, aussi bien vers Conakry que vers les régions de l'est du pays.

Les principaux objectifs sont :

- La connexion des régions de l'est du pays actuellement hors du réseau guinéen, aux centres de production de l'ouest à travers la construction de la ligne à haute tension Maneah – Linsan.
- Accroître l'accès à l'électricité bas carbone et de qualité aux populations du grand Conakry et des zones rurales présentes dans la zone du projet par un raccordement sécurisé au réseau électrique.
- Appuyer le renforcement des capacités des agents du secteur électrique guinéen et de la gouvernance d'Électricité de Guinée.

ODD AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE



NOTATION DE L'AVIS DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR DIMENSION

Dim 1	Dim 2	Dim 3	Dim 4	Dim 5	Dim 6	Dim 7
0	1	1	2	1	2	2

Prêt AFD

ÉCONOMIE RÉSILIENTE
Catégorie

MEXIQUE
Localisation

PRÊT AFD
Outils de financement

75 M$
Montant du financement

75 M$
Montant décaissé au 31/12/2025

2024
Signature de la convention

-24 000
Prévisions d'abattement de GES ($TeqCO_2$/an ex-ante) permis par des financements affectés

Lien fiche projet :
CLIQUER ICI

Réduire l'empreinte carbone des bâtiments en finançant des investissements dans l'efficacité énergétique au Mexique

Au Mexique, le secteur du bâtiment et de la construction joue un rôle central dans l'économie nationale et la création d'emplois. Cependant, ce secteur consomme une quantité importante d'énergie et de ressources : il représente désormais plus de 20 % des émissions de CO_2 et 20 % des déchets produits, et son impact ne cesse de croître.

Pour que le Mexique atteigne ses objectifs de décarbonation et d'adaptation aux effets du réchauffement climatique, la promotion de l'efficacité énergétique dans les bâtiments et de la construction durable devient impérative. Cela nécessite des investissements significatifs ainsi que la mise en place d'incitations pour les promoteurs et les institutions financières telles qu'une réduction des coûts de financement et un renforcement de l'appui technique.

Le projet vise à soutenir la banque de développement public Nacional Financiera (NAFIN) dans le financement de la construction durable et de la rénovation des bâtiments, en particulier industriels et hôteliers afin de réduire l'empreinte carbone du Mexique et d'améliorer la résilience des bâtiments.

Le financement de ce projet est assuré pour 75 M$ par l'AFD et 25 M$ par le PEEB Cool / Fonds vert pour le climat, accompagné d'un programme de coopération technique de 1,5 M€.

Les principaux objectifs sont :

- Accroître le financement des investissements à faible impact carbone dans le secteur du bâtiment.
- Renforcer les pratiques et les capacités de NAFIN.

Tous les investissements financés par le projet doivent respecter les meilleures normes internationales en matière d'efficacité énergétique, de confort thermique et doivent être 100 % bénéfiques pour le climat.

ODD AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE



NOTATION DE L'AVIS DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR DIMENSION

Dim 1	Dim 2	Dim 3	Dim 4	Dim 5	Dim 6	Dim 7
0	2	2	0	2	1	1

Prêt Proparco

BIODIVERSITÉ
Catégorie

TURQUIE
Localisation

PRÊT
Outils de financement

70 M€
Montant du financement

70 M€
Montant décaissé au 31/12/2025

2024
Signature de la convention

1 260
Nombre d'emplois soutenus

-60 500
Prévisions d'abattement de GES ($TeqCO_2$/an ex-ante) permis par des financements affectés

Accompagner un leader du textile dans sa stratégie durable

Depuis 2021, Sanko, le leader de la production industrielle durable en Turquie, bénéficie de l'accompagnement de Proparco.

Un partenariat qui a permis à l'entreprise de démarrer avec succès son activité de recyclage via un prêt senior : installation de panneaux solaires, réduction de sa consommation d'eau, lancement de sa propre installation de recyclage de bouteilles.

À travers ce projet, Proparco soutient la société française Laroche, leader mondial des technologies de traitement des fibres, des non-tissés et du recyclage, qui fournira plusieurs lignes de recyclage mécanique du projet.

Proparco finance aujourd'hui RE&UP, la filiale de recyclage textile du groupe Sanko, à hauteur de 70 M€. Un prêt qui permet l'extension d'une unité de recyclage textile innovante avec ses panneaux solaires (8,4 MW) et le financement de son besoin en fonds de roulement.

Ce projet permet à Proparco d'approfondir son partenariat avec l'une des plus grandes entreprises durables de Turquie, tout en participant au développement d'une nouvelle technologie de recyclage des textiles. Le processus mis au point par Sanko traite ainsi quasiment tous les déchets textiles, quand la plupart des recycleurs se concentrent sur un seul type de produit.

Les principaux objectifs sont :

- Augmenter la capacité de production de fibres recyclées et de recyclage textile de nouvelle génération de RE&UP à Gaziantep (Turquie), notamment via la construction d'une nouvelle usine de recyclage fibre-à-fibre.
- Réduire l'empreinte carbone et hydrique de l'activité textile en substituant les matières vierges par des fibres recyclées et en utilisant une électricité 100 % renouvelable (panneaux solaires en toiture de 8,4 MW).
- Accélérer la transition de l'industrie textile turque vers un modèle circulaire et contribuer à la décarbonation du secteur, en ligne avec les priorités de Proparco en matière d'économies durables et de protection de la planète.
- Soutenir la création d'emplois et la résilience de la communauté de Gaziantep, dans un contexte de défis socio-économiques aggravés par le tremblement de terre de 2023.

ODD AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE



NOTATION DE L'AVIS DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR DIMENSION

Dim 1	Dim 2	Dim 3	Dim 4	Dim 5	Dim 6	Dim 7
2	2	0	0	2	1	0

Prêt AFD Outre-Mer

DÉVELOPPEMENT URBAIN
Catégorie

RÉUNION
Localisation

PRÊT PSP-T
Outils de financement

40 + 30 M€
Montant du financement

40,1 M€
Montant décaissé au 31/12/2025

2024 et 2025
Signature de la convention

196 601
Nombre d'habitants et usagers des villes dont la qualité de vie a été améliorée

84 538
Nombre de personnes dont la résilience climatique est accrue par le projet

Soutenir la politique publique d'investissement 2024-2026 et la transition écologique du département de la Réunion

Le Département de La Réunion joue un rôle central dans les solidarités, l'insertion, le logement et le développement local. Malgré une croissance économique dynamique et un chômage historiquement bas, la situation sociale reste fragile (forte précarité, part importante de la population sous le seuil de pauvreté), dans un contexte budgétaire contraint.

Son Plan Départemental de Développement et d'Insertion (PDDI) 2023-2030 vise à lutter contre la précarité, favoriser l'emploi et améliorer le logement, tout en maintenant l'investissement (éducation, transports, infrastructures, aménagement hydroagricole) et le soutien aux communes.

Le Département s'engage aussi dans la transition écologique, avec l'objectif d'autonomie énergétique d'ici 2030 (PDTES, 2021) : plan Négawatt, microcentrales hydroélectriques et plantation d'un million d'arbres indigènes.

Par le biais d'un financement budgétaire multi-tranches sur 3 ans, l'AFD soutient la politique publique d'investissement de la Réunion afin de dynamiser l'activité économique, améliorer la cohésion sociale, promouvoir un aménagement plus durable et renforcer la préservation de l'environnement du territoire réunionnais.

Les principaux objectifs sont :

- **Renforcer les solidarités sociales et territoriales :** lutter contre la pauvreté et l'exclusion, et renforcer le service public sur l'ensemble du territoire via des pactes de solidarité avec les communes.
- **Soutenir une économie durable et inclusive :** accompagner les initiatives favorisant le développement économique et écologique de La Réunion, en alignement avec les objectifs nationaux et européens.
- **Accélérer la transition écologique et climatique :** contribuer à la résilience face au changement climatique, réduire l'empreinte carbone et promouvoir des projets comme la transition énergétique, l'accès à l'eau et l'efficacité énergétique des bâtiments.

ODD AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE



Prêt AFD FBPP

ÉCONOMIE RÉSILIENTE
Catégorie

ARMÉNIE
Localisation

PRÊT
Outils de financement

100 M€
Montant du financement

100 M€
Montant décaissé au 31/12/2025

2022
Signature de la convention

5
Nombre d'institutions accompagnées pour une plus grande efficacité de l'action publique, la transparence et la résilience face aux crises

Lien fiche projet :
CLIQUER ICI

Soutenir l'amélioration de la fourniture des services publics et le développement du secteur financier

L'Arménie rencontre des défis majeurs dans la gestion de son économie et de ses finances :

- La gestion des investissements publics est en cours de réforme.
- La transition vers un budget basé sur la performance est en train d'être mise en place.
- La gestion des risques budgétaires, notamment ceux liés aux entreprises publiques, aux partenariats public-privé (PPP) et aux risques climatiques, reste insuffisante.

Par ailleurs, le secteur privé arménien manque de dynamisme en raison :

- D'un accès limité aux instruments de financement pour les entreprises.
- D'une faible confiance des investisseurs dans la gouvernance des entreprises.
- D'un marché de la dette sous-développé, ce qui restreint l'accès aux financements pour les investissements privés, freinant ainsi le développement du secteur privé et la création d'emplois.

Pour y remédier, des réformes supplémentaires en matière de gestion des finances publiques sont nécessaires afin de poursuivre la modernisation de l'État. Une autre priorité consiste à intégrer les enjeux climatiques dans la gestion des finances publiques et à établir un cadre réglementaire favorable à la finance climat, afin d'aligner les ambitions climatiques de l'Arménie avec la mobilisation de financements publics et privés.

Afin de déployer ces solutions, l'AFD a octroyé un financement budgétaire de politiques publiques de 100 M€ à la République d'Arménie en soutien à un programme d'appui aux réformes d'amélioration de l'efficacité et de la durabilité de ses services publics et de développement du secteur financier.

Les principaux objectifs sont :

- Renforcer l'efficacité de la gestion des finances publiques et le développement des marchés monétaires et de capitaux.
- Élaborer un cadre stratégique de transition vers une économie verte.
- Mettre en place des outils pour catalyser les financements publics et privés en faveur de l'atteinte des objectifs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

ODD AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE



NOTATION DE L'AVIS DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR DIMENSION

Dim 1	Dim 2	Dim 3	Dim 4	Dim 5	Dim 6	Dim 7
1	2	2	1	0	2	2

Prêt AFD FBPP

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES
Catégorie

MAROC
Localisation

PRÊT
Outils de financement

50 M€
Montant du financement

24,5 M€
Montant décaissé au 31/12/2025

2024
Signature de la convention

50
Nombre d'institutions accompagnées pour une plus grande efficacité de l'action publique, la transparence et la résilience face aux crises

Lien fiche projet :
CLIQUER ICI

Appuyer la politique publique d'égalité entre les femmes et les hommes au Maroc

Au Maroc, malgré un cadre législatif, réglementaire et stratégique dense, la participation des femmes à la vie économique reste faible (20 % en 2020, contre une moyenne mondiale de 48 %), avec une tendance à la baisse depuis 2008, où elle atteignait près de 27 %. La pandémie de COVID-19 a creusé cet écart sur le marché de l'emploi, tout en révélant le rôle clé des soins dans le fonctionnement de l'économie et de la société, ainsi que la vulnérabilité de leur organisation.

Pour y remédier, le gouvernement marocain a conçu une **politique publique ciblée** visant à **soutenir l'autonomisation économique des femmes,** notamment à travers des mesures sectorielles, comme le **développement de l'économie des soins,** un domaine où les femmes consacrent une part importante de leur temps. Par ailleurs, le Maroc s'est engagé depuis plus de deux décennies dans une **démarche ambitieuse de Budgétisation Sensible au Genre (BSG),** adoptée de manière transversale et pionnière. Cette approche, **soutenue par l'AFD et l'Union européenne depuis 2019,** est encadrée par la **Loi Organique relative à la loi de Finances de 2015,** qui impose l'intégration systématique de la dimension genre à toutes les étapes du cycle budgétaire.

L'AFD, via un prêt de politique publique de 50 M€, auquel s'ajoute un volet d'assistance technique de 1,5 M€, soutient le déploiement de ces politiques publiques qui ont un impact fort sur la réduction des inégalités de genre.

Les principaux objectifs sont :

- Dans le domaine de la budgétisation sensible au genre, permettre à 6 départements ministériels de quantifier la part de leur budget dédiée à la réduction des inégalités à travers un système de marquage.
- Soutenir la feuille de route du centre d'Excellence pour la Budgétisation sensible au genre et appuyer 4 collectivités territoriales pilotes dans l'expérimentation de la démarche de BSG au niveau local.
- Dans le domaine de l'économie du soin, soutenir l'amélioration des connaissances pour l'élaboration d'une stratégie adaptée aux spécificités du Maroc, le développement progressif d'une nouvelle offre pour les personnes âgées et la reconnaissance des métiers du travail social.

ODD AUXQUELS LE PROJET CONTRIBUE



NOTATION DE L'AVIS DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR DIMENSION

Dim 1	Dim 2	Dim 3	Dim 4	Dim 5	Dim 6	Dim 7
0	0	0	2	3	2	3



MAROC
© Ayla Mrabet / AFD

Liens

Cadre d'émission Objectifs de développement durable :
https://www.afd.fr/fr/ressources/une-mise-jour-du-cadre-demission-obligataire-odd-pour-lafd

Revue « Second Party Opinion Vigeo » :
https://www.afd.fr/sites/default/files/2025-04/Second_Party_Opinion-Agence-Fran%C3%A7aise-de-14Nov2024-PBC_1429022.pdf

Notre expertise par secteur :
https://www.afd.fr/fr/notre-expertise-par-secteur

Les évaluations :
https://www.afd.fr/fr/les-evaluations

L'Analyse Développement Durable :
https://www.afd.fr/fr/ressources/lanalyse-developpement-durable

Responsabilité Sociétale :
https://www.afd.fr/fr/notre-responsabilite-societale

La mesure d'impact à l'AFD :
Mesurer nos résultats concrets | AFD - Agence Française de Développement

Rapport d'Impact Proparco :
https://www.proparco.fr/fr/ressources/rapport-dimpact-2025

État de durabilité :
https://www.afd.fr/fr/ressources/etat-de-durabilite-2025

Open Data :
Opendata de l'AFD – Accueil — Open Data AFD



Contact équipe Funding : **_afd_funding@afd.fr**
www.afd.fr/fr/espace-investisseurs
Bloomberg Ticker : **AGFRNC**

À propos du groupe AFD

Le groupe AFD finance et soutient plus de 4 000 projets concrets dans 160 pays : accès à l'eau et à l'énergie, infrastructures de transport, création d'emplois de qualité, industrialisation verte, soutien aux systèmes de santé et à l'éducation, etc.

Fort de ses entités complémentaires – l'Agence française de développement pour soutenir les États, Proparco pour financer les entreprises et Expertise France pour l'expertise technique – le Groupe répond à tous les enjeux liés au développement durable.

AFD GROUPE

www.afd.fr
Twitter/X : @AFD_France - LinkedIn : AFD - Instagram : afd_france
5, rue Roland Barthes - 75598 Paris cedex 12 - France
Tél. : +33 1 53 44 31 31

Réalisation : JeanJean Factory / Novembre 2026 / AFD